

Convention collective d'arrondissement

IDCC : 1387. – **MENSUELS**
DES INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
DES FLANDRES
(20 mai 1986)

(Etendue par arrêté du 31 décembre 1986,
Journal officiel du 13 janvier 1987)

ACCORD « SALAIRES » DU 4 JUILLET 2005

NOR : ASET0550890M
IDCC : 1387

Les parties signataires soulignent le caractère spécifique des négociations professionnelles et rappellent que le présent accord, conclu sur les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) et garanties (TEGA), ne peut servir de base à la revalorisation des salaires effectifs telle qu'elle est définie dans les entreprises.

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques

Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servant exclusivement à la détermination des primes d'ancienneté est revalorisé à compter du 1^{er} juillet 2005. La valeur du point RMH est fixée à cette date à 3,53 €. Les parties précisent que cette revalorisation s'applique pour la première fois à la prime d'ancienneté versée au titre du mois de juillet 2005.

Les montants mensuels indiqués dans le barème des RMH figurant en annexe I au présent accord s'appliquent pour la durée légale du travail. Ils tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Les montants figurant dans le barème des RMH sont arrondis à l'euro supérieur dès lors que le nombre de centimes après la virgule est égal ou supérieur à 50, à l'euro inférieur dans le cas contraire. Ces montants sont donnés à titre indicatif.

En effet, les valeurs de primes d'ancienneté sont calculées par le produit de la valeur du point par le coefficient et le taux d'ancienneté applicable sans arrondi pour éviter le cumul d'arrondis. Les valeurs qui en découlent sont arrondies au centime supérieur si le 3^e chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, au centime inférieur dans le cas contraire.

Ces valeurs de primes d'ancienneté doivent être adaptées à l'horaire pratiqué par l'entreprise. Les coefficients multiplicateurs figurant dans les annexes III et III *bis* au présent accord sont donnés à titre indicatif. Ils correspondent aux taux légaux de majoration des heures supplémentaires applicables au jour de la signature du présent accord.

Article 2

Taux effectifs garantis annuels (TEGA)

Article 2.1

Garanties 2005

Les barèmes des taux effectifs garantis annuels (TEGA) valables pour l'ensemble de l'année civile 2005 fixent, pour chaque niveau et échelon de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, la rémunération annuelle brute au-dessous de laquelle aucun mensuel ne peut être rémunéré pour une durée hebdomadaire de 35 heures (annexe II).

Ces rémunérations tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Elles doivent être adaptées à l'horaire réellement pratiqué par l'entreprise au cours de l'année en tenant compte des coefficients multiplicateurs correspondants.

Article 2.2

Bénéficiaires de la garantie

Bénéficient de la garantie instituée à l'article 2.1 du présent accord tous les mensuels à l'exception des titulaires d'un contrat de travail régi par des dispositions spécifiques en matière de rémunération, notamment les apprentis, les titulaires de contrats de formation en alternance...

En outre, les barèmes mentionnés aux articles 1^{er} et 2.1 du présent accord doivent être adaptés aux situations propres à certaines catégories de travailleurs pour lesquels la réglementation institue des abattements de rémunération (jeunes de moins de 18 ans, travailleurs handicapés...).

Article 2.3

Modalités de vérification

Pour vérifier si un mensuel a bénéficié sur l'ensemble de l'année 2005 d'une rémunération brute au moins égale pour l'horaire considéré, aux garanties constituées par le présent accord, il sera tenu compte des éléments définis par l'article 9.2.1 *bis* de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres ainsi que des indemnités représentant tout ou partie des compensations salariales de la réduction d'horaire que les entreprises ont, le cas échéant, instituée notamment au titre de la réduction du temps de travail, et ce, même si cette indemnité figure à part sur le bulletin de paie.

Article 2.4

Durée de validité de la garantie

La garantie instituée par l'article 2.1 du présent accord est valable pour l'année complète.

Il s'ensuit que cette garantie doit être adaptée *pro rata temporis* lorsqu'intervient un changement de classification ainsi qu'en cas d'entrée ou de départ en cours d'année.

Article 2.5

Adaptation de la garantie

Les périodes pendant lesquelles l'entreprise ne supporte pas elle-même l'intégralité de la rémunération, par exemple en cas de maladie, d'accident ou d'absence quelconque non indemnisée, ne sont pas prises en compte. Le taux effectif garanti annuel est alors adapté en proportion des périodes effectivement travaillées.

Article 2.6

Régularisation

Dans le cas où la comparaison entre les sommes effectivement versées au titre de l'année et de la garantie instituée par l'accord laisserait apparaître qu'un mensuel n'a pas été rempli de ses droits, celui-ci recevra, à l'échéance de la paie la plus proche, le complément de rémunération brute correspondant.

Article 3

Allocation complémentaire de vacances

Le montant de l'allocation complémentaire de vacances défini aux articles 11.1.14 à 11.1.18 de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres et du Douaisis est porté à 392 € brut pour la période allant du 1^{er} mai 2005 au 30 avril 2006.

Article 4

Indemnité du panier de nuit

Le montant de l'indemnité du panier de nuit visée par l'article 7.1.8 de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres est porté à 5,20 € par repas à compter du 1^{er} juillet 2005.

Article 5

Prévoyance et convention collective

Les parties confirment qu'une négociation sera engagée au cours du deuxième semestre 2005 dans le double objectif de mettre en place un système de prévoyance au profit des mensuels et de moderniser les dispositions de la convention collective.

Article 6

Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 7

Extension

Les parties signataires conviennent de l'intérêt d'assurer au présent accord la plus large application et s'engagent, en conséquence, à en demander l'extension.

Article 8

Formalités

Le présent accord fera l'objet des dépôts conformément à la réglementation.

Fait à Fâches-Thumesnil, le 4 juillet 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UIMM Lille-Flandre intérieure ;
UIMM Artois-Douais ;
UDIMETAL.

Syndicats de salariés :

Délégation CDFT des syndicats de la métallurgie Flandre-Douais ;
Syndicat départemental CFTC de la métallurgie Flandre-Douais ;
USM-FO du Nord ;
CFE-CGC SIATIM de la métallurgie du Nord - Pas-de-Calais.

ANNEXE I

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques 2005

*Applicable à toutes les entreprises
quelle que soit leur taille pour une durée légale de 35 heures*

Accord du 4 juillet 2005

Date d'application : 1^{er} juillet 2005

Valeur du point : 3,53 €

Ce barème est établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures.

Il inclut toutes les compensations pour réductions d'horaires.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	INDICE	ADMINISTRATIFS techniciens maîtrise hors atelier	TRAVAILLEURS manuels (1)	MAÎTRISE d'atelier (2)
V	3	395	1 394		1 492
		365	1 288		AM 7 1 379
	2 1	335 305	1 183 1 077		AM 6 1 265 AM 5 1 152
IV	3	285	1 006	TA 4 1 056	AM 4 1 076
	2	270	953	TA 3 1 001	
	1	255	900	TA 2 945	AM 3 963
III	3	240	847	TA 1 890	AM 2 907
	2	225	794		
	1	215	759	P 3 797	AM 1 812
II	3	190	671	P 2 704	
	2	180	635		
	1	170	600	P 1 630	
I	3	155	547	O 3 575	
	2	145	512	O 2 537	
	1	140	494	O 1 519	
<p>(1) Ces montants incluent la majoration de 5 % prévue par l'accord national du 30 janvier 1980.</p> <p>(2) Ces montants incluent la majoration de 7 % prévue par l'accord national du 30 janvier 1980.</p>					

ANNEXE II

Barème des taux effectifs garantis annuels

*Applicable à toutes les entreprises quelle que soit leur taille
pour une durée légale de 35 heures*

Accord du 4 juillet 2005

Ce barème est établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures. Il doit être adapté en cas d'horaire différent (art. 2.1 de l'accord).

Il inclut toutes les compensations pour réductions d'heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	ADMINISTRATIFS techniciens maîtrise hors atelier	TRAVAILLEURS manuels	MAÎTRISE d'atelier
V		395	25 000		26 450
	3	365	23 100		24 400
	2	335	21 230		22 300
	1	305	19 370		20 200
IV	3	285		18 120	18 850
	2	270		17 200	AM 4
	1	255		16 250	AM 3
III	3	240		15 930	AM 2
	2	225	15 480	TA 1	
	1	215		15 280	AM 1

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	ADMINISTRATIFS techniciens maîtrise hors atelier	TRAVAILLEURS manuels	MAÎTRISE d'atelier
II	3	190	14 650	14 780	P 2
	2	180		14 625	P 1
	1	170			
I	3	155		14 250	O 3
	2	145		14 247	O 2
	1	140		14 245	O 1

En toute hypothèse, le mensuel ne peut percevoir une rémunération inférieure au SMIC correspondant à l'horaire pratiqué, sans préjudice de la garantie mensuelle de rémunération prévue par la loi.

Mensuels âgés de moins de 18 ans

Le taux effectif des mensuels âgés de moins de 18 ans subit un abattement dans les conditions ci-après (sans préjudice de la garantie mensuelle de rémunération) :

ÂGE	ANCIENNETÉ		
	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	Plus de 1 an
16 - 17 ans	TEGA - 20 % sans être < au SMIC - 20 %	TEGA - 20 % sans être < au SMIC	Aucun abattement.
17 - 18 ans	TEGA - 10 % sans être < au SMIC - 10 %	TEGA - 10 % sans être < au SMIC	Aucun abattement.

ANNEXE III

Entreprises de 20 salariés ou moins

Définition. – Sont concernées :

- en 2005 : les entreprises dont l'effectif était de 20 salariés ou moins au 1^{er} janvier 2000 selon les règles instituées par l'article 1.II de la loi du 19 janvier 2000 ;
- à partir de 2006 : les entreprises dont l'effectif était encore égal ou inférieur à 20 salariés à la date du 31 mars 2005 selon les règles instituées par l'article 4 de la loi du 31 mars 2005 (*JO* du 1^{er} avril 2005).

Coefficients correcteurs pour une durée légale de 35 heures.

Dans le cas où l'horaire collectif normal est différent de 35 heures, il y a lieu d'appliquer aux valeurs du barème des taux effectifs garantis annuels (TEGA) mentionnés à la page précédente, le coefficient correcteur correspondant à l'horaire pratiqué.

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées (1)	COEFFICIENT correcteur (2)
Heures normales	30,0	30,000	0,857143
	30,5	30,500	0,871429
	31,0	31,000	0,885714
	31,5	31,500	0,900000
	32,0	32,000	0,914286
	32,5	32,500	0,928571
	33,0	33,000	0,942857

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées (1)	COEFFICIENT correcteur (2)
	33,5	33,500	0,957143
	34,0	34,000	0,971429
	34,5	34,500	0,985714
	35,0	35,000	1,000000
Durée légale	35,5	35,550	1,015714
	36,0	36,100	1,031429
	36,5	36,650	1,047143
	37,0	37,200	1,062857
Heures majorées à 10 %	37,5	37,750	1,078571
	38,0	38,300	1,094286
	38,5	38,850	1,110000
	39,0	39,400	1,125714
	39,5	40,025	1,143571
	40,0	40,650	1,161429

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées (1)	COEFFICIENT correcteur (2)
Heures majorées à 25 %	40,5	41,275	1,179286
	41,0	41,900	1,197143
	41,5	42,525	1,215000
	42,0	43,150	1,232857
	42,5	43,775	1,250714
	43,0	44,400	1,268571
	43,5	45,150	1,290000
	44,0	45,900	1,311429
Heures majorées à 50 %	44,5	46,650	1,332857
	45,0	47,400	1,354286
	45,5	48,150	1,375714
	46,0	48,900	1,397143

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées (1)	COEFFICIENT correcteur (2)
	46,5	49,650	1,418571
	47,0	50,400	1,440000
	47,5	51,150	1,461429
	48,0	51,900	1,482857
(1) C'est-à-dire tenant compte des majorations pour les heures supplémentaires payées et non prises en repos.			
(2) Nombre d'heures effectivement payées divisé par 35.			

ANNEXE III B/S

Entreprises de plus de 20 salariés

Définition. – Sont concernées, les entreprises non concernées par l'autre barème, voir définition en haut de l'annexe III.
Coefficients correcteurs pour une durée légale de 35 heures.

Dans le cas où l'horaire collectif normal est différent de 35 heures, il y a lieu d'appliquer aux valeurs du barème des taux effectifs garantis annuels (TEGA) mentionnés à la page précédente, le coefficient correcteur correspondant à l'horaire pratiqué.

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées (1)	COEFFICIENT correcteur (2)
Heures normales	30,0	30,000	0,857143
	30,5	30,500	0,871429
	31,0	31,000	0,885714
	31,5	31,500	0,900000
	32,0	32,000	0,914286
	32,5	32,500	0,928571
	33,0	33,000	0,942857
	33,5	33,500	0,957143
	34,0	34,000	0,971429
	34,5	34,500	0,985714

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées (1)	COEFFICIENT correcteur (2)
Durée légale	35,0	35,000	1,000000
Heures majorées à 25 %	35,5	35,625	1,017857
	36,0	36,250	1,035714
	36,5	36,875	1,053571
	37,0	37,500	1,071429
	37,5	38,125	1,089286
	38,0	38,750	1,107143
	38,5	38,375	1,125000
	39,0	40,000	1,142857
	39,5	40,625	1,160714
	40,0	41,250	1,178571
	40,5	41,875	1,196429
	41,0	42,500	1,214286
	41,5	43,125	1,232143

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées (1)	COEFFICIENT correcteur (2)
Heures majorées à 50 %	42,0	43,750	1,250000
	42,5	44,375	1,267857
	43,0	45,000	1,285714
	43,5	45,750	1,307143
	44,0	46,500	1,328571
	44,5	47,250	1,350000
	45,0	48,000	1,371429
	45,5	48,750	1,392857
	46,0	49,500	1,414286
	46,5	50,250	1,435714
	47,0	51,000	1,457143
	47,5	51,750	1,478571
	48,0	52,500	1,500000
(1) C'est-à-dire tenant compte des majorations pour les heures supplémentaires payées et non prises en repos. (2) Nombre d'heures effectivement payées divisé par 35.			